

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 9 décembre 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le neuf décembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, COULIBALY, DARTOIS, FERLONI, GRILLAT, JARRY, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THIERRY, THOREL,

Mesdames BENOIT, BRIATTE, CALVARIO, DANIEL, HERSANT, JORAND, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, ROUSSEL.

Absents excusés :

Madame CHABANI
Madame CHALUPET
Madame NEVEU
Madame TREMOLLIERS

Absents :

Madame MONOT
Madame VAN ELSUE
Monsieur BOUFELLE
Monsieur LEVAIGNEUR

Absents ayant donné pouvoir :

Madame NEVEU à Monsieur GRILLAT

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

2 décembre 2025

Nombre de conseillers :

En exercice	31
Présents	23
Pouvoirs	1
Votants	24

07-09-12-25 : MISE EN PLACE DU TÉLÉTRAVAIL PONCTUEL



A ce jour, la Commune et le CCAS de la Commune n'ont pas délibéré sur la mise en place du télétravail. Or, il s'avère que le télétravail a déjà été ponctuellement sollicité par certains agents de la Commune et du CCAS dont les fonctions sont compatibles avec le télétravail. Il est donc proposé sa mise en place.

Pour rappel, le télétravail dans la fonction publique territoriale est encadré par les textes suivants :

- Loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 (créant le cadre du télétravail dans la fonction publique)
- Décret n° 2016-151 du 11 février 2016, modifié par le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 (régissant les conditions de mise en œuvre du télétravail dans les trois fonctions publiques)
- Lignes directrices de la DGAFP (Direction générale de l'administration et de la fonction publique)

Le télétravail ponctuel est une modalité d'organisation du travail permettant à un agent d'exercer ses fonctions hors des locaux de la collectivité, de manière exceptionnelle et non régulière, sur demande expresse et avec l'accord préalable de l'autorité hiérarchique.

Le télétravail ponctuel est une modalité d'organisation du travail différente du télétravail régulier qui est une organisation prévisible, souvent hebdomadaire (ex. : 1 ou 2 jours par semaine).

L'élaboration d'une charte ou d'un règlement interne s'avère nécessaire afin de formaliser les modalités de recours au télétravail ponctuel. Ce document proposé en annexe définira les conditions spécifiques de mise en œuvre, notamment : le nombre de jours autorisés, la procédure de demande, les modalités d'accord hiérarchiques, les règles de suivi du temps de travail ainsi que le respect des obligations professionnelles par les agents concernés.

Toutes les missions ne sont pas télétravaillables. Une analyse des postes a permis d'identifier ceux compatibles avec un travail à distance.

Il est proposé la mise en place du télétravail ponctuel avec une limite de 2 jours par mois non consécutifs.

L'agent devra formuler une demande par écrit (mail ou formulaire, au moins 3 jours à l'avance, sauf urgence. L'autorité territoriale ou le supérieur hiérarchique donnera son accord écrit. Cette demande ne nécessite pas de formalisation par un arrêté, contrairement au télétravail régulier.

La mise en œuvre du télétravail ponctuel implique la mise à disposition des outils nécessaires à l'exercice des missions à distance. Il convient notamment d'assurer un accès sécurisé aux ressources professionnelles (VPN, messagerie, logiciels métier), de garantir le respect de la confidentialité et de la sécurité des données, et, le cas échéant, de prévoir la mise à disposition du matériel informatique adapté. Il revient à la Collectivité de valider ou non les équipements nécessaires au télétravail en fonction de leur coût pour la Collectivité.

Un dispositif de suivi et d'évaluation sera mis en place afin d'assurer un encadrement rigoureux du télétravail ponctuel. Il reposera notamment sur la tenue d'un registre recensant les jours télétravaillés et sur l'organisation d'un retour d'expérience régulier, fondé sur des enquêtes internes, des échanges avec les encadrants et une analyse qualitative du dispositif.

Afin de garantir une mise en œuvre équitable et conforme aux obligations réglementaires, les points suivants doivent être particulièrement pris en compte :

- Il convient de ne pas confondre le télétravail ponctuel avec une autorisation spéciale d'absence, celui-ci étant une modalité d'organisation du travail et non une absence de service.
- Une attention particulière devra être portée à l'égalité d'accès au télétravail, afin d'éviter toute forme de discrimination. Aucune exclusion ne pourra être fondée sans motif objectif lié aux missions exercées.



- L'encadrement devra faire l'objet d'une sensibilisation ou d'une formation spécifique à la gestion du travail à distance, même de manière ponctuelle, pour garantir un pilotage adapté.
- Enfin, la collectivité veillera à la mise en place d'un dispositif d'accompagnement technique et RH, permettant de soutenir à la fois les agents télétravailleurs et leurs responsables hiérarchiques dans l'application de ce dispositif.

Le Conseil Municipal,

VU le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique,

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 3 décembre 2025,

CONSIDÉRANT la volonté de la collectivité d'élargir les modalités de travail proposées à ses agents dans un souci de modernisation du service public, de qualité de vie au travail et de continuité de service,

CONSIDÉRANT l'intérêt de permettre un recours ponctuel au télétravail pour les agents dont les missions le permettent,

Sur proposition du rapporteur

À l'unanimité

APPROUVE la mise en place, à compter du 1^{er} Janvier 2026 du dispositif de télétravail ponctuel selon les modalités prévues dans la charte ci-annexée,

APPROUVE la charte de mise en œuvre du télétravail ponctuel pour les agents de la Mairie du Val d'Hazey telle que présentée en annexe.

AUTORISE l'autorité territoriale à prendre toutes les mesures d'application nécessaires, y compris la validation des demandes ponctuelles et le suivi du dispositif.

Fait à Le Val d'Hazey, le 09 décembre 2025

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le Maire,



Philippe COLLAS

